



Formation en e-learning

OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Connaître et respecter les droits fondamentaux dans l'entreprise (liberté syndicale, liberté religieuse, libre exercice d'une activité professionnelle, vie privée, santé et sécurité au travail, statut des lanceurs d'alerte...).
- Appréhender la place et le régime des droits fondamentaux en Droit des affaires (contrats d'affaires, concurrence, fiscalité, banque, finance, assurance, groupements, propriété intellectuelle, procédures collectives, Droit douanier...).
- Connaître les droits fondamentaux de l'avocat et les principes du procès équitable.
- Assurer une formation certifiée et diplômante auprès des juristes et avocats notamment.

COMPÉTENCES ACQUISES AU TERME DE LA FORMATION

- Identification des droits fondamentaux protégés dans l'entreprise et la vie des affaires.
- Appréhension des modalités de protection des droits fondamentaux dans différents domaines du Droit des affaires.
- Identification des sources normatives et prise de connaissance des décisions rendues par la CEDH, les juridictions nationales, le Conseil constitutionnel.

DÉBOUCHÉS :

- Entreprise
- Cabinet d'avocat
- Etude notariale
- Organisations professionnelles et syndicales



INFORMATIONS ET CONTACTS

Site de la Faculté

<https://www.droit.edu.umontpellier.fr/>

Site du CDE

<https://www.cde-montpellier.com/>

Responsable pédagogique :

Madame Aurélie BRÈS

aurelie.bres@umontpellier.fr

CONDITIONS D'INSCRIPTION

• Pré-requis :

Être titulaire d'une licence en Droit (L3) ou diplôme équivalent

Formation initiale et formation continue.

• Pré-inscriptions :

Envoyer par mail le justificatif de diplôme et un CV à la [responsable de la formation](#)

• Inscriptions

Conditions sur le site de la Faculté : (*Janvier*)

<https://droit.edu.umontpellier.fr/inscription/>

Mail service inscriptions :

dsp-inscriptions-licences@umontpellier.fr

DROITS D'INSCRIPTION

• Etudiants : 360 €

• Etudiants boursiers : 50 €

• Demandeurs d'emploi : 800 €

• Formation continue :

. Diplôme 3000 €

. Validation d'un bloc de compétences 600 €

• Professionnels sans financement :

. Diplôme 1500 €

. Validation d'un bloc de compétences 300 €



ENSEIGNEMENT

- 99h
- Période : Mai et Juin

⦿ MODULE INTRODUCTIF

- › Sources du Droit et droits fondamentaux
- › Droits fondamentaux et Droit des usages
- › Droits fondamentaux et contrats

⦿ COMPÉTENCE « ENTREPRISE »

- › Liberté religieuse au sein de l'entreprise
- › Droits fondamentaux des travailleurs maritimes
- › Liberté syndicale au sein de l'entreprise
- › Protection de la vie privée au sein de l'entreprise
- › Principe fondamental de libre exercice d'une activité professionnelle (clause de non-concurrence et clause d'exclusivité)
- › Droit à l'information et lanceurs d'alerte en entreprise
- › Droit fondamental à la santé et à la sécurité au travail

⦿ COMPÉTENCE « AVOCATURE ET ARBITRAGE »

- › Liberté de parole de l'avocat
- › Saisie des correspondances d'avocat dans le cadre d'une recherche de pratiques anticoncurrentielles
- › Vie privée, secret professionnel et mesures d'instruction visant le compte bancaire d'un avocat
- › Droit à un procès équitable

⦿ COMPÉTENCE « VIE DES AFFAIRES »

- › Liberté d'expression et confidentialité des procédures de prévention des difficultés des entreprises
- › Vie privée et procédures collectives
- › Pratique pénale douanière à l'aune des droits fondamentaux
- › Liberté du commerce et d'industrie
- › Principe d'égalité dans les procédures collectives
- › Droit de propriété
- › Liberté d'association
- › Libre circulation et publicité commerciale
- › Liberté d'expression et publicité commerciale
- › Droits fondamentaux et Droit de la concurrence
- › Accès au juge dans les procédures collectives
- › Libertés de circulation et droits fondamentaux
- › Droits fondamentaux et groupements

⦿ COMPÉTENCE « PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE »

- › L'entreprise confrontée à la fondamentalisation des droits de propriété intellectuelle (réservation - exploitation)
- › Liberté du commerce et monopoles intellectuels

⦿ COMPÉTENCE « FISCALITÉ, BANQUE, FINANCE ET ASSURANCE »

- › Principe d'égalité en matière fiscale
- › Droits fondamentaux du contribuable et procédures fiscales
- › Vie privée et accès aux données bancaires
- › Droits fondamentaux et assurance
- › Droits fondamentaux et contentieux AMF des abus de marché